

# La professionnalisation de la vie politique

Fariba Adelkhah \*

**\* Fariba Adelkhah**

est directrice de recherche à Sciences Po CERI. Dernier ouvrage paru : *Les Mille et une frontières de l'Iran. Quand les voyages forment la nation* (Karthala, 2012).

*De manière inédite, le paysage télévisuel iranien est investi par des hommes ou des femmes politiques et par des personnalités de la scène culturelle. Bien que le phénomène ne soit pas nouveau, son ampleur actuelle souligne les profondes métamorphoses du pays. Toutefois, en dépit d'une professionnalisation et d'une théâtralisation croissante de la vie politique, l'Iran reste avant tout marqué par la capacité d'une élite à se perpétuer et à monopoliser le pouvoir et l'espace public.*

Sur la nouvelle chaîne d'État Nassim (« la brise »), l'émission de variétés *Khandevaneh* (littéralement « la tranche de pastèque qui sourit<sup>1</sup> »), du type *stand up comedy*, a accueilli, cinq soirs par semaine, en 2014-2015, des femmes et des hommes publics que l'on ne s'attendait pas, *a priori*, à voir intervenir dans ce genre d'émission. Entre chants et éclats de rire, ils y ont exposé leurs convictions, leurs analyses et leur vie intime.

## La télévision spectacle

Le philosophe bien connu Gholam-Ali Haddad Adel, président de l'Académie des lettres de la République islamique depuis la révolution et parlementaire de la droite conservatrice, mais aussi beau-père de la fille du guide Khamenei, a ainsi récité l'un de ses poèmes, écrit en l'honneur de son épouse. Accompagnant le tempo de

la musique de l'émission de ses claquements de main, racontant les blagues souvent assez osées dont raffole le public iranien, Gholam-Ali Haddad Adel a reçu, de la part du « fou de l'émission » (*jenab-e khan*), et longuement commenté les doléances des populations du Khouzistan à l'encontre de la dégradation de l'environnement.

Cette scène eût été inimaginable les dix ou vingt premières années de la République, au cours desquelles un code idéologique beaucoup plus strict et austère était en vigueur, singulièrement pour un apparatchik de la nomenclatura révolutionnaire, fût-il philosophe et intime du Guide.

À l'autre bout du paysage audiovisuel, l'e-télé privée Aparat (« le projecteur ») accueille, elle aussi régulièrement, des intervenants d'obédiences politiques diverses. Sadegh Kharrazi, le neveu d'un ancien ministre des Affaires étrangères, un temps président de l'International for Political and International Studies (IPIS) puis ambassadeur à Paris, fondateur du groupe politique de sensibilité réformatrice Neda – du

<sup>1</sup> On dirait en français « la banane ».

nom de la jeune femme tuée pendant la répression du Mouvement vert de contestation des résultats de l'élection présidentielle de 2009 –, s'y est par exemple exprimé.

Vêtu de manière très élégante et bien peu islamo-républicaine – foulard et pochette de soie sur un costume à la coupe très britannique, une provocation en soi en Iran ! –, Sadegh Kharrazi est longuement revenu, en réponse aux questions incisives des journalistes, sur sa carrière météorique, entamée dès l'âge de 23 ans au sein de la représentation iranienne auprès des Nations Unies, loin du front de la guerre contre l'Irak. Il a déclaré qu'Ardehsir Zahedi, à l'époque des Pahlavi, et Mohammad Javad Zarif, le négociateur du dossier nucléaire du président Hassan Rohani, étaient les « deux meilleurs ministres des Affaires étrangères » qu'il ait connus le pays. Il a aussi multiplié l'usage de mots et de noms tabous jusqu'alors, tels que « monarchie », « Mouvement vert » et « Mohammad Khatami » – dont il est admettant le beau-père de l'une des filles.

Les deux émissions se veulent toniques, très libres de ton, voire parfois insolentes ou cruelles. Sur *Aparat*, par exemple, un bracelet électronique mis au poignet de l'invité enregistre son pouls et ses réactions émotionnelles qui apparaissent en rouge sur l'écran, signalant aux téléspectateurs ses énervements ou ses gênes, voire ses mensonges. Dans les deux émissions, les téléspectateurs peuvent se prononcer par l'envoi de SMS sur la franchise et la pertinence de l'intervenant.

L'audience de ces émissions est considérable. Sur une chaîne publique, rappelons-le, l'émission *Khandevaneh* a ainsi opposé, sous la forme d'un jeu, deux acteurs connus, l'un pour ses convictions réformatrices, l'autre pour ses penchants conservateurs. Quelque cinq millions de téléspectateurs ont participé au vote qui devait les départager, ne donnant une avance que de quelque mille voix au vainqueur, en l'occurrence le réformateur. Le souvenir du caractère dramatique de la confrontation politique de 2009 n'a toutefois pas empêché les deux compétiteurs de s'amuser ouvertement avant de se congratuler mutuellement en s'embrassant.



© AFP / Attila Kenare

Un groupe d'Iraniennes déambule dans le grand bazar de Téhéran. Véritable ville dans la ville, ce marché couvert se situe au sud de la capitale, face au palais du Golestan. Si le grand bazar est longtemps demeuré la principale place marchande de Téhéran, une part importante de l'activité commerciale s'est déplacée vers le nord de la ville durant ces dernières années.

## Théâtralisation et mise en scène

À quelques mois des prochaines élections législatives, ces divertissements de masse en disent long sur l'évolution de la République islamique et sur la théâtralisation et la professionnalisation de sa vie politique.

En très fin communicant, Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, ancien président du Parlement, ancien président de la République (1989-1997) et président pour ainsi dire inamo-

vible du Conseil du discernement de la raison d'État, a dernièrement livré une performance éblouissante. Le 9 août 2015, il a laissé filmer, à son domicile, la scène du départ de son fils à la prison d'Evin où il doit purger une peine à la suite de sa condamnation pour fait de corruption et implication dans la crise postélectorale de 2009. Le père a longuement étreint le fils en chuchotant à son oreille ce qui doit être des versets coraniques de protection<sup>2</sup>, tandis que le fils déclarait au père : « Tel est le prix pour rendre possible votre candidature à l'Assemblée des experts », une candidature qui avait en effet été annoncée peu auparavant. Tout-puissant qu'il fût, il se soumettait ainsi avec une ostentatoire humilité aux lois de la République.

Le passage par la prison est devenu pour de nombreux Iraniens le lot commun, que ce soit pour des raisons politiques ou pour des délits de droit commun, par exemple pour défaut de paiement de la pension alimentaire en cas de divorce ou émission de chèques sans provision – la première cause d'incarcération.

Comme les interviews dans la presse écrite, les émissions politiques de la télévision sont devenues, avec leurs rituels et leurs codes, les points de passage obligés pour les candidats aux différentes élections. Même les plus radicaux, y compris certains anciens preneurs d'otages de l'ambassade américaine comme Abbas Abdi, en adoptent avec zèle le style policé. Même si les attaques personnelles, relatives à l'enrichissement illicite, ou la dénonciation des ennemis de l'intérieur (*nofouzi*) continuent de pimenter, voire d'empoisonner le débat public, le temps des invectives révolutionnaires, idéologiques ou factionnelles, qui a longtemps prévalu, semble loin. La vie politique iranienne offre ainsi un curieux mélange de consensus un peu niais, de rigolade et de violence, ce en quoi elle ne diffère peut-être pas beaucoup de la vie politique des démocraties libérales.

## La professionnalisation de la vie politique

C'est que la théâtralisation de la vie politique iranienne va de pair avec sa professionnalisation. Les élections se sont dorénavant imposées comme la procédure politique incontournable pour qui souhaite jouer un rôle politique. Même les membres de la diaspora iranienne, nés en exil après la révolution et donc potentiellement davantage antirépublicains, ont marqué un véritable engouement pour les scrutins auxquels ils ont fortement participé depuis 1997. L'activisme n'est plus de mise et les événements dramatiques de Syrie, d'Irak ou du Yémen ne poussent pas les Iraniens à la radicalité.

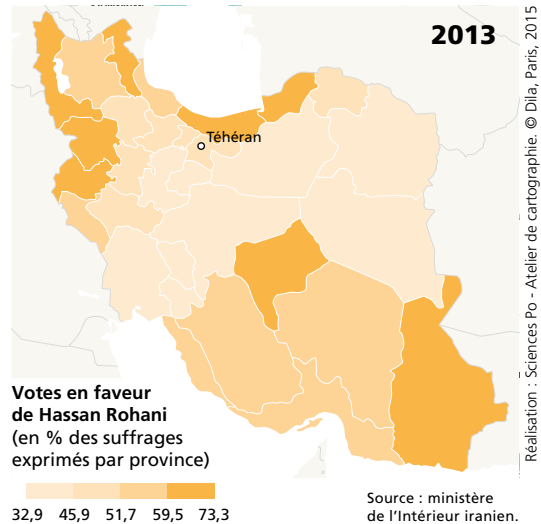
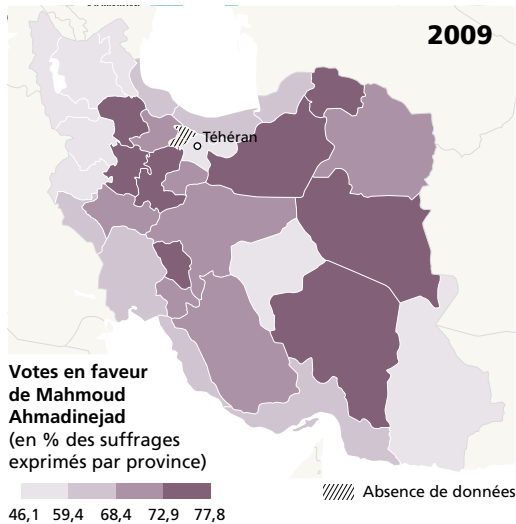
Les élections ne sont pas idéalisées sous la forme d'un rêve démocratique pour autant. Elles apparaissent plutôt comme un art du possible, sinon comme un mal nécessaire, dont pourrait sortir un bien. Le revers de la médaille de cette banalisation des élections, y compris chez les Iraniens de l'étranger, est d'entretenir la suspicion légendaire des partisans de la République, toujours prompts à déceler les « complots » (*tote'eh*) des ennemis de la révolution susceptibles de s'introduire dans le jeu politique ou dans le débat public.

Le Guide de la révolution a mis en garde contre ces fameux infiltrés (*nofouzi*) au lendemain de la signature de l'accord nucléaire de juillet 2015. Toutefois, leur traque est ensuite devenue si intense que le président de la République Hassan Rohani a dû prévenir toute mauvaise interprétation des propos d'Ali Khamenei en rappelant que toute personne ayant une opinion différente n'était pas nécessairement un *nofouzi*.

En Iran comme ailleurs, les élections apparaissent désormais moins comme le moteur de la démocratie et de l'alternance politique que comme l'instrument de consolidation d'une classe dominante établie. Car plus les élections sont centrales dans le jeu politique – ce qu'elles sont devenues sans conteste depuis les législatives de 1996 et la présidentielle de 1997, mais en réalité bien auparavant, dès la victoire de la

<sup>2</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=iXGqFsCOXI>

## Les élections présidentielles de 2009 et 2013



Réalisation : Sciences Po - Atelier de cartographie. © Dila, Paris, 2015

droite conservatrice aux législatives de 1991 qui a bloqué nombre des réformes voulues par le président Rafsandjani –, plus elles coûtent cher.

Alors que la libéralisation économique et le contournement des sanctions internationales ont réhabilité le pouvoir de l'argent et renchéri le coût des campagnes, n'importe quel Iranien ne peut pas entrer en lice. Ces dernières années, plusieurs scandales retentissants ont ainsi impliqué des proches de certains milieux politiques et de certaines institutions, illustrant cette nouvelle compénétration du pouvoir et de l'argent, au demeurant caractéristique du néolibéralisme auquel s'est largement convertie la République islamique.

En outre, la Constitution limite drastiquement la liberté de candidature aux élections. Le Conseil des gardiens de la Constitution joue à cet égard un rôle vigilant et sourcilieux. Si les candidatures ne sont pas trop compliquées à obtenir au niveau local, la participation aux élections législatives, sans même parler de la présidentielle, est soumise au respect de critères de qualification, mais aussi de conformité idéologique et, par conséquent, aux aléas de la lutte factionnelle et à une bonne dose d'arbitraire de la part du Conseil des gardiens de la Constitution. Depuis 2000, le camp des réformateurs en a souvent fait les frais.

## Un pouvoir préempté

En dehors même des restrictions des libertés publiques, les organisations ou les forces politiques préemptent très en amont la compétition électorale, à l'instar de ce qui se pratique dans les démocraties libérales. Ce sont bien des jeux d'appareils qui sélectionnent les candidats entre lesquels les électeurs auront à choisir.

L'élection présidentielle de 2013 a représenté un cas d'école en la matière. Dans un premier temps, huit candidats se sont déclarés et ont commencé à faire campagne à la télévision : le philosophe télégénique déjà évoqué Gholam-Ali Haddad Adel, Mohammad-Reza Aref, Seyyed Mohammad Gharazi, Mohammad-Bagher Ghalibaf, Saïd Jalili, Mohsen Rezai, Hassan Rohani, Ali-Akbar Velayati. Ce premier tour de piste leur a donné la possibilité de convaincre l'électorat, mais aussi les appareils dont ils étaient l'émanation.

Dans cette première partie de la campagne, les trois candidats les plus en vue étaient les suivants : le partisan de l'ancien président Ahmadinejad (2005-2013), Saïd Jalili, l'ancien officier des gardiens de la révolution et héros de la bataille de Khorramshahr (1983), Mohammad-Bagher Ghalibaf, et le réformateur Mohammad-Reza Aref. Nul ne pariait alors sur les chances de

Hassan Rohani, qui se cantonnait à un discours très juridique, parfois condescendant, et qui était handicapé par son statut de clerc dès lors que le pays venait déjà d'être présidé par un laïque, Mahmoud Ahmadinejad<sup>3</sup>. À la surprise générale, Mohammad-Reza Aref décida pourtant de se retirer de manière soudaine au profit de Hassan Rohani, dont la couleur mauve de la campagne envahit alors les rues. Que s'était-il passé ?

Selon toute vraisemblance, des arbitrages sont intervenus en haut lieu pour éviter la victoire d'un représentant des forces armées, la poursuite de la ligne aventureuse et populiste de Mahmoud Ahmadinejad et, peut-être et surtout, un second tour qui aurait engendré une polarisation de l'opinion. En l'occurrence, le souvenir du traumatisme du mouvement contestataire de 2009 a certainement été décisif. Mais deux autres considérations semblent être intervenues, qu'ont relayées les services de sécurité et les milieux d'affaires enrichis grâce à la libéralisation économique et au contournement des sanctions.

D'une part, le programme nucléaire ne remplissait pas ses objectifs, et son coût réel dépassait de loin ses avantages hypothétiques. Un accord avec les Occidentaux s'imposait, et Hassan Rohani, l'ancien négociateur de Mohammad Khatami, estimé par ses interlocuteurs européens et homme de confiance d'Ali Rafsandjani, était le mieux placé pour l'obtenir à meilleurs frais. D'autre part, la normalisation des relations économiques avec le reste du monde était indispensable au développement du pays, et la levée des sanctions offrait désormais de meilleures perspectives à ceux-là mêmes qui avaient précédemment su tirer profit de ces sanctions.

L'indéniable enthousiasme populaire qu'a suscité la victoire de Hassan Rohani a ensuite dissimulé les tractations ou les calculs moins glorieux au sein de la classe politique qui contrôle la République depuis sa fondation, non sans que soient intervenues quelques purges sanglantes au détriment des différentes factions des révolutionnaires de 1979.

<sup>3</sup> À dire vrai, il y avait eu un précédent, de très courte durée, avec la présidence d'Abolhassan Bani Sadr (janvier 1980-juin 1981).

Au fond, ce qui caractérise la République islamique, c'est bien la capacité de son élite républicaine à se perpétuer et à monopoliser le pouvoir, en interdisant l'accès aux outsiders ou, *a fortiori*, aux nostalgiques de l'ancien régime. Ce que l'on nomme pudiquement l'« honneur du système » (*âbrou-ye nezâm*) y est préservé au prix d'un savant dosage de compromis et de répression<sup>4</sup>.

Lors de l'écrasement du Mouvement vert, en 2009, en réponse à la contestation des résultats de l'élection présidentielle, le sang coula, symbolisé par le martyr de la jeune Neda, les arrestations et les mauvais traitements furent massifs, les leaders historiques de la gauche islamique furent placés en résidence surveillée et au secret. Beaucoup y sont encore à ce jour. Les réformateurs khatamistes furent inquiétés ou marginalisés, à commencer par leur mentor, l'ancien président de la République Mohammad Khatami (1997-2005).

Puis, rapidement, le Guide de la révolution prit ses distances – à moins que ce ne fût l'inverse – avec le vainqueur contesté du scrutin, Mahmoud Ahmadinejad, et redevint le point d'équilibre de la République en jouant des sensibilités des uns contre celles des autres. Pendant ce temps, Ali Rafsandjani demeurait l'épicentre d'un régime dont il a été la principale cheville ouvrière depuis la révolution, en dépit des différents revers électoraux qu'il a subis au fil de sa longue carrière politique. En 2013, le jeu fut donc assez ouvert, bien que sous contrôle, et les élections sont restées « sans choix<sup>5</sup> ».

## Totalitarisme ou autoritarisme ?

Comment alors caractériser cette République islamique ? Certains analystes voient en elle un avatar religieux du totalitarisme, ce qui est inexact. Malgré – peut-être – les intentions de certains de ses partisans zélés

<sup>4</sup> Jean-François Bayart parle d'« équilibre homéostatique », in *L'Islam républicain*. Ankara, Téhéran, Dakar, Albin Michel, Paris, 2010, chapitre 4.

<sup>5</sup> Guy Hermet, Richard Rose et Alain Rouquié (dir.), *Elections without Choice*, McMillan Press, Londres, 1978.

## Iran : découpage administratif (2015)



Source : Statistical Centre of Iran, *Iran statistical yearbook 2012-2013*.

Réalisation : Sciences Po - Atelier de cartographie. © Dila, Paris, 2015

au moment de la terreur révolutionnaire (1980-1984), la République iranienne n'est pas devenue totalitaire *précisément* parce qu'elle se réclame de l'islam.

Sans même parler de son rapport à la transcendance, incompatible avec la logique totalitaire, l'islam se fonde sur une pluralité de « sources d'imitation » et d'institutions aussi concurrentes que pieuses, dont le débat théologique et juridique contradictoire est l'une des expressions. En outre, l'islam valorise la famille et reconnaît la propriété privée, deux institutions sociales qui ont très tôt endigué la totalisation idéologique révolutionnaire. Dès le milieu des années 1980, la droite conservatrice a gagné

cette double bataille contre les ultras religieux et les tenants d'une ligne socialiste.

Un totalitarisme religieux aurait par ailleurs supposé une forme de théocratie, ce qui n'est pas le cas de la République islamique. La majorité du clergé l'a d'ailleurs boudée. Que ce soit par réaction à leur opposition, ou pour préserver son autonomie politique et révolutionnaire, l'imam Khomeyni a pris l'initiative de donner la primauté à la raison d'État sur la raison religieuse, préséance sur laquelle veille depuis ce fameux Conseil du discernement de la raison d'État, aux destinées duquel préside Ali Rafsandsjani.

La conduite de la guerre contre l'Irak, la politique fiscale, la réhabilitation de l'idée nationale ou de la civilisation préislamique – un moment vilipendée – et, plus prosaïquement, l'interdiction de la sonorisation de l'appel du muezzin pour ménager le sommeil des enfants et des personnes âgées constituent des illustrations parmi d'autres de cette hiérarchisation des priorités. De surcroît, la République tire simultanément sa légitimité de l'islam et du suffrage universel, une ambivalence dont elle ne pourrait sortir qu'à ses propres dépens.

Le régime n'est pas démocratique pour autant. La presse et la culture sont censurées, les violations des droits de l'homme sont nombreuses et la liberté de candidature aux élections n'est pas assurée. L'autonomie du champ social subsiste, elle s'est même revigorée par rapport à l'ancien régime depuis la fin de la guerre contre l'Irak, mais à la condition expresse de ne pas mettre en cause la perpétuation de la classe politique dominante et de ne pas entraîner une alternance politique autre que factionnelle et endogame.

On utilise généralement la notion d'autoritarisme pour qualifier ces formes intermédiaires de domination situées à mi-chemin de la démocratie et du totalitarisme. L'usage du concept n'est pas déplacé au sujet de la République islamique, notamment parce que celle-ci comporte un véritable pluralisme institutionnel voulu par le constituant en 1979 et institue un système d'équilibre des pouvoirs (*checks and balances*) entre la présidence de la République, le Parlement, le Conseil des gardiens de la Constitution, l'Assemblée des experts, qu'arbitrent le Guide de la révolution et différents hauts conseils, dont ceux du Discernement et de la Sécurité nationale, au sein desquels siège l'élite républicaine.

Toutefois, le terme d'autoritarisme revêt un double inconvénient. D'une part, il n'existe pas en persan. On parle plutôt de despotisme (*estebdâdi, dictâtori*), par exemple pour rejeter le régime du Chah. Mais, dans ce cas, le tyran est alors doté d'un visage. Or le système à l'honneur duquel veille l'élite républicaine iranienne n'en a pas. Ali Khamenei est un *primus inter pares* auquel succédera un autre *primus inter pares*, ou

peut-être un collègue de clercs. Quant au charismatique imam Khomeyni, qui avait certes un visage, il ne gouvernait pas à proprement parler mais arbitrait.

D'autre part, la notion de régime autoritaire se focalise sur les seules institutions et leur périodisation en s'interdisant de comprendre la continuité de la « situation autoritaire <sup>6</sup> », en amont comme en aval de la césure révolutionnaire de 1979. Certes, la révolution a ouvert les portes de l'ascension sociale à de petites élites provinciales qui se sont saisies du pouvoir. Elle a institué un État-providence dont les « déshérités » n'ont aucune raison de vouloir la fin. Elle a créé, en particulier grâce à la guerre contre l'Irak, des opportunités pour une nouvelle catégorie d'hommes d'affaires aventureux et dotés des bonnes connexions politiques, qui défrayent la chronique au gré de scandales retentissants <sup>7</sup>.

Mais les élites de la République, y compris les clercs, sont largement le produit de la modernisation autoritaire des Pahlavi. Le nouveau régime a aussi permis à de vieilles élites intellectuelles, agraires ou cléricales, notamment kadjars, ou à des notables ruraux, de se reconverter, de se reproduire et d'amplifier leur emprise sur la société. Si le sulfureux homme d'affaires Babak Zandjani, spécialiste dans l'art du contournement des sanctions internationales, ou l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad proviennent de milieux modestes, l'imam Khomeyni, Ali Rafsandjani, Ali Khamenei, Mohammad Khatami, les frères Laridjani sont quant à eux issus de milieux privilégiés. Il existe donc de fortes lignes de continuité de l'ancien régime à la révolution, tant au plan des inégalités sociales qu'à celui des politiques publiques.

<sup>6</sup> Selon le politologue Guy Hermet, *op. cit.*

<sup>7</sup> Bernard Hourcade a parlé, à juste titre, des « Rastignac » de la République islamique dans « Les nouveaux Rastignac », in B. Hourcade et Yann Richard (dir.), *Téhéran : au-dessous du volcan* (Autrement, Paris, 1987, p. 24-28) et dans B. Hourcade et Farhad Khosrokhavar, « La bourgeoisie iranienne ou le contrôle de l'appareil de spéculation » (*Revue Tiers-Monde*, tome 31, n° 124, octobre-décembre 1990, p. 881).

## Une situation thermidorienne

Certaines analogies avec la Révolution française ont amené Jean-François Bayart à qualifier la situation iranienne de « thermidorienne », en référence à ce processus de professionnalisation politique et d'enrichissement d'une élite révolutionnaire<sup>8</sup>.

Reste à savoir qui porte la responsabilité de la reproduction de cette situation. En Iran, une vieille blague donne la réponse : le complot de l'impérialisme, entendez des Arabes, derrière lesquels se cache Israël, derrière lequel se cachent les États-Unis, derrière lesquels se cache... le *Pir-e este'mâr* (le vieux colonisateur), c'est-à-dire le Royaume-Uni. Plus sérieusement, il est vrai que, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, le pays est en butte aux visées des intérêts étrangers qui ont tour à tour annexé ou occupé à plusieurs reprises une partie de son territoire, et même renversé ses dirigeants. Chacun garde en mémoire le putsch de la CIA contre Mohammad Mossadegh en 1953.

Mais la dénonciation des *nofouzi* et de leurs complots est aussi une manière de ne pas

soulever le problème de la responsabilité de la société iranienne et d'entretenir un climat de suspicion généralisée qui la maintient dans l'ordre privé de la famille, éminemment conservateur, et tend à la dépolitiser à grand renfort d'émissions de variétés, dites politiques.

Rien ne dit que la situation actuelle puisse brutalement cesser, comme l'annoncent régulièrement les Cassandre de l'opposition et de la diaspora, et comme ce à quoi les Occidentaux ont cru pouvoir parvenir en usant de l'arme des sanctions économiques. Il est plus probable qu'elle continuera de se renouveler par le biais d'élections, éventuellement en intégrant une partie des Iraniens de l'étranger sous couvert de nationalisme.

L'une des principales inconnues a trait au rôle à venir des hommes d'affaires qui se sont fabuleusement enrichis à la faveur de la libéralisation, de leurs accointances avec le pouvoir politique et les services de sécurité, et de la mise du pays sous quasi-embargo. À l'avenir, ces milieux d'affaires pourraient peser de tout leur poids dans le financement des campagnes électorales, et peut-être aussi dans la sélection des candidats. ■

<sup>8</sup> Jean-François Bayart, *op. cit.*, chapitre 4.